



Jeudi saint, 17 avril 2014

Le Très Honorable Stephen Harper
Premier Ministre du Canada
Bureau du Premier Ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

Les réflexions qui suivent sont rédigées pendant la semaine où les juifs partout dans le monde célèbrent la Pâque et où la plupart des chrétiens se préparent à célébrer Pâques. Juifs et chrétiens voient dans leurs célébrations respectives une invitation de Dieu à traverser ce qui nous asservit pour entrer dans la « Terre promise » -- là où l'humanité et toute la création vivent dans la paix et la justice. Le moment est donc propice pour accorder une attention spéciale aux contextes et aux endroits où l'humanité est souffrante et menacée, et pour échanger des paroles de bénédiction et d'encouragement à l'adresse de nos sœurs et de nos frères. Vous le savez beaucoup mieux que moi, notre époque connaît nombre de graves problèmes touchant notamment l'économie, l'emploi, l'environnement, les droits des peuples autochtones, la sécurité des personnes et celle des pays. Ces problèmes ont un profond impact sur la vie et la dignité humaine, et ils sont d'autant plus complexes qu'ils s'entremêlent non seulement entre eux, mais aussi au niveau de leurs enjeux moraux et spirituels. Bien que différentes traditions religieuses les articulent et les approfondissent, ils sont malheureusement parfois déformés par des conflits de valeurs, tant religieuses que profanes. Permettez-moi d'attirer votre attention sur certains de ces problèmes dont les évêques catholiques du Canada ont récemment discuté.

- **En Afrique.** Au moment où le Rwanda vient d'évoquer le 20^e anniversaire du génocide et des massacres qu'il a connus, la communauté internationale ne peut qu'être alarmée par la situation actuelle en République centrafricaine. Déjà en février dernier, Monseigneur Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui, signalait ce qu'il décrivait comme un génocide perpétré contre les musulmans, qui faisait suite à une période de dures représailles contre les chrétiens. Des milliers de citoyennes et de citoyens ont fui leurs foyers en quête de sécurité, et plus d'un million de personnes ont besoin d'aide alimentaire. Les évêques catholiques du pays soulignent qu'il ne s'agit pas fondamentalement d'un conflit sectaire, car on trouve des chrétiens et des musulmans des deux côtés. Malheureusement, les différences de religion sont utilisées là comme ailleurs pour justifier la violence, ce dont on trouve un

autre exemple aujourd'hui au Nigeria. Ensemble, avec les évêques catholiques du monde entier, nous nous inquiétons de l'utilisation de la religion comme justification et prétexte à la violence en Afrique et dans tout le Moyen-Orient. Au Cameroun, pour citer un autre exemple récent, il y a l'enlèvement de Sœur Gilberte Bussière, religieuse et éducatrice canadienne déjà âgée, qui travaillait dans ce pays depuis plusieurs années. Nous appuyons les efforts concertés du ministère des Affaires étrangères pour obtenir la libération de Sœur Bussière et des deux prêtres italiens qui ont été enlevés avec elle, tout en pressant votre gouvernement de chercher des façons pour notre pays d'aider à stabiliser les gouvernements civils et la sécurité alimentaire dans toute l'Afrique.

- **En Asie.** L'Église catholique a suivi avec attention la situation tragique qui prévaut en Syrie depuis quelques années, alors que quelque 10 millions de personnes ont été déplacées. Nous félicitons votre gouvernement pour l'aide financière généreuse qu'il accorde aux pays environnants, qui accueillent des réfugiés syriens. Aussi, nous apprécions grandement le rôle que jouent le Bureau fédéral et l'ambassadeur du Canada pour la liberté de religion, qui promeut la liberté religieuse et proteste contre les cas de discrimination et de persécution religieuse, notamment au Moyen-Orient et en Extrême-Orient. Tout en tenant à encourager les efforts de cette nature, nous vous implorons de trouver des façons de simplifier et d'accélérer les procédures d'immigration pour les réfugiés qui souhaitent venir au Canada, et d'assurer des services de santé et autres bénéfiques à celles et ceux qui ont réussi à se rendre ici. Les travailleuses et les travailleurs catholiques de la santé sont de ceux qui s'inquiètent de voir que les immigrants et les réfugiés récemment arrivés chez nous ne reçoivent qu'une aide réduite de l'État pour leurs soins médicaux et leurs prestations de maladie. Par ailleurs, plusieurs de nos diocèses et de nos paroisses, ainsi que d'autres groupes religieux et communautaires, attendent depuis des mois d'accueillir des réfugiés syriens, mais jusqu'à maintenant il n'y en a guère qu'une poignée qui ont réussi à arriver dans notre pays.
- **En Amérique latine.** Le pape François a signalé deux problèmes qui affectent plus particulièrement ce continent, problèmes qui préoccupent également les évêques du Canada. Plus tôt ce mois-ci, le pape exhortait les Vénézuéliens à mettre de côté leurs différends politiques et à faire preuve de courage pour en arriver à une entente qui éviterait d'autres effusions de sang, après des semaines de violentes protestations. Il a lancé un appel à toutes les citoyennes et les citoyens du Venezuela pour les inviter à reconnaître qu'ils partagent les mêmes inquiétudes au sujet de la crise économique, de la violence et de la criminalité, de l'avenir de leurs enfants et de la paix. Un appel semblable est aussi lancé aux Canadiennes et aux Canadiens par des Latino-américains, et nous voulons vous en faire part. Ce deuxième problème, le pape en a aussi parlé : plusieurs collectivités sud-américaines sombrent aujourd'hui dans le désespoir en voyant leurs ressources naturelles exploitées par des intérêts étrangers qui ne respectent ni l'environnement, ni les peuples autochtones, ni les besoins des collectivités environnantes; ils enfreignent les lois, pratiquent l'intimidation et tirent parti d'avantages injustes. Ces derniers mois, les évêques d'Amérique latine nous ont confié, à mes confrères et à moi, que leurs critiques visent surtout des sociétés internationales enregistrées au Canada. Il semble que ces « intérêts canadiens » jouent un rôle de premier

plan dans l'extraction du minerai un peu partout sur le continent et dans la déforestation du bassin amazonien. Avec le pape François, mes confrères évêques et moi-même vous demandons, à vous et à votre gouvernement, d'encourager, dans un premier temps, le Venezuela à poursuivre la pratique du dialogue pour résoudre ses problèmes. Dans un deuxième temps, toujours sous le signe du dialogue, nous nous unissons à l'Organisation catholique canadienne pour le Développement et la Paix et à d'autres ONG pour presser le gouvernement fédéral à instituer un ombudsman chargé de recevoir les plaintes et de définir des normes de responsabilité plus strictes pour les sociétés enregistrées au Canada et engagées dans l'extraction des ressources internationales.

- **En Europe.** Nous vous remercions de vous être porté fermement à la défense de la souveraineté et des droits de l'Ukraine. Un peu plus tôt cette année, j'écrivais aux évêques ukrainiens pour les assurer que les catholiques d'ici sont unis à eux dans la prière et la solidarité et pour demander « qu'on garantisse tous les droits et libertés en Ukraine, en particulier le droit à la vie et à la dignité, la liberté de conscience et de religion, la liberté d'expression et le droit à l'autonomie ». Nos prières et nos demandes faisaient écho à l'appel du pape François « à la diplomatie et au dialogue » pour que « la force morale du droit » prévale sur « la force matérielle des armes » afin de susciter « la communion au cœur du désaccord ». Le pape rappelait que l'année 2014 marque le centenaire de l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Nous nous unissons à lui pour vous rappeler, à vous et à tous les dirigeants politiques, que les conflits armés créent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent, ce que les événements d'il y a cent ans ont rendu cruellement évident.

- **Au Canada.** Votre gouvernement a récemment renouvelé son engagement financier à assurer à la population autochtone de notre pays un accès égal à l'éducation. En vous invitant, vous et les dirigeants autochtones, à coopérer dans la consultation mutuelle et la collaboration, mes confrères évêques et moi-même sommes bien conscients des nombreux défis qui ne manqueront pas de se poser. Les différents paliers de gouvernement, la société civile et les peuples autochtones eux-mêmes doivent trouver des moyens efficaces d'assurer, d'une part, le respect des traditions culturelles autochtones et, d'autre part, la responsabilité des peuples autochtones dans l'identification des problèmes qui affectent leur économie, leur éducation et leur développement et dans la réaffirmation de leurs cultures, de leurs valeurs, de leurs langues et de leurs communautés. Un aspect important de cette entreprise consiste à développer ensemble de solides assises économiques. Mais surtout, elle exigera une vision commune et le respect mutuel. Comme l'a déclaré notre Conférence au moment où la Commission de Vérité et Réconciliation amorçait ses travaux en 2008, notre objectif commun devrait être de cultiver « des relations qui respectent mieux la personne humaine, qui contribuent à la justice et à la paix et qui servent à la construction de nos communautés », tant autochtones que non autochtones.

Nous continuons aussi de nous inquiéter de la dévalorisation de la vie humaine qui affecte notre pays, lorsque nous prenons en considération le début et la fin de la vie. La façon dont notre société traite les enfants à naître et les personnes qui vont mourir est un signe éloquent

du respect que nous accordons au caractère sacré de la vie humaine. L'absence d'un tel respect ne peut que nous amener à nier la dignité intrinsèque de tout être humain. Comme pays, il nous faut réexaminer les orientations que nous avons prises et que nous prenons à cet égard.

Monsieur le Premier Ministre, au moment d'écrire ces lignes, j'ai le cœur et l'esprit tournés vers Calgary où cinq jeunes ont été victimes de meurtres absurdes. En ce moment même sont célébrées les funérailles de votre collègue et ami, notre ancien ministre des Finances, l'Honorable Jim Flaherty, disparu trop tôt et trop soudainement. De tels événements nous rappellent durement la précarité de la vie humaine, et le sentiment de révolte qu'ils éveillent naturellement en nous est le signe de la valeur profonde de chaque être humain.

En vous transmettant les prières et les sympathies des évêques catholiques du Canada pour ce deuil que vivent à cette heure toutes les Canadiennes et tous les Canadiens, je vous invite tous, y compris les dirigeants politiques, à considérer les visages que masquent ces situations complexes. La vie politique a pour objectif ultime de promouvoir le bien commun, non seulement celui des citoyennes et des citoyens de notre pays, mais celui du monde entier. En ce moment de réflexion, de repentir, de renouveau et d'espérance que nous offre la Semaine sainte, je vous assure des prières et du respect de mes frères les évêques et j'ajoute que je serai heureux, quand l'occasion s'en présentera, de partager avec vous nos préoccupations mutuelles et de les approfondir dans un exercice de dialogue et de meilleure compréhension.

Veillez me croire, Monsieur le Premier Ministre, sincèrement uni à vous dans la paix et l'espérance pascales.

A handwritten signature in black ink, reading '+ Paul-André Durocher'. The signature is written in a cursive, flowing style.

+ Paul-André Durocher
Archevêque de Gatineau
Président de la Conférence des évêques
catholiques du Canada